



Association des anciens du master

## **Politiques internationales et attente locale en éducation dans les pays en développement**

### ***Quelles articulations ?***

**Jeudi 3 mars 2011  
Sorbonne - Amphithéâtre Durkheim**

***Colloque organisé par l'Association des Etudiants du Master ECEF-CIEF***

### **Note conceptuelle**

Dix ans après la Conférence de Jomtien, le Forum Mondial sur l'Education tenu à Dakar en avril 2000 a relancé une dynamique en cours d'essoufflement.

Suite à ce Forum, de grandes initiatives internationales (Objectifs de Dakar, OMD, Fast Track Initiative), ont émergé modifiant radicalement le paysage éducatif de ce début de troisième millénaire. Des mécanismes de gouvernance se sont mis en place au niveau mondial, destinés à coordonner les efforts de l'ensemble des partenaires afin d'atteindre l'Education Pour Tous en 2015.

La question du développement de l'éducation dans les pays à faible revenu s'inscrit dorénavant dans une double dimension, à la fois globale et locale. Les partenaires extérieurs s'imposent comme des acteurs incontournables en raison, notamment, du fort volume d'aide financière qu'ils contrôlent.

Dans ce nouveau contexte globalisé, à bien des égards, les Etats locaux se trouvent dépossédés de leurs autorités et compétences en matière de politique éducative par des instances internationales qui fondent la légitimité de leurs interventions sur un discours uniformisant à prétention universaliste.

Une forme d'ingérence politique, technique et financière est ainsi à l'œuvre, qui propose (impose ?) des modèles standardisés, le plus souvent peu en phase avec les réalités socioculturelles et économiques locales et dont la portée universelle peut paraître contestable.

Plus précisément, les différentes initiatives en faveur de l'EPT ont, dans un premier temps, accordé une priorité beaucoup plus grande à la dimension quantitative (atteinte d'un taux de 100 % d'achèvement du primaire en 2015) qu'aux aspects qualitatifs de l'éducation.

Pour autant, le développement de l'offre éducative ne doit pas s'opérer au détriment de la qualité des apprentissages des élèves. On observe cependant que si le taux net de scolarisation dans l'enseignement primaire atteint aujourd'hui 87% dans les pays en développement (73 %

pour l'Afrique Subsaharienne)<sup>1</sup>, la qualité et l'accès à l'éducation restent très inégalement réparties selon le sexe, les conditions économiques, géographiques et les particularités socioculturelles des communautés.

### **L'adaptation de l'offre aux réalités locales : quelles réalités ?**

Il est manifeste aujourd'hui que l'accès à l'école ne constitue qu'une étape et ne suffit pas à garantir l'atteinte d'objectifs pluriels (la socialisation, la connaissance, l'insertion). De nombreuses enquêtes ont mis en évidence le faible rendement à la fin de la scolarisation de base, particulièrement dans les pays les moins avancés. La qualité des acquis scolaires et donc les effets bénéfiques pour les apprenants et leurs familles varient fortement selon leur origine sociale et leur cadre de vie (milieu rural ou urbain).

Le phénomène d'abandon scolaire est encore très présent dans les pays en développement, touchant particulièrement les couches les plus pauvres de la société et les communautés les plus éloignées de la « culture scolaire ». Ajouté aux coûts directs et indirects liés à la scolarisation, le faible niveau des compétences acquises à l'école fait douter les familles les plus pauvres de la réelle utilité de l'éducation et entraîne des abandons prématurés.

Ainsi, les politiques internationales et nationales souffrent souvent de traductions aléatoires sur le terrain : l'offre d'éducation peine à s'adapter à des aspirations variables selon les disparités géographiques et culturelles des populations. On constate alors (i) une mauvaise répartition des ressources financières et humaines (enseignants), (ii) la non prise en compte des aspirations des communautés locales et des familles ainsi que (iii) un déni des stratégies éducatives des familles entraînant leur non-adhésion à la culture scolaire.

Se posent alors un certain nombre de questions :

- *Quelle latitude pour les administrations scolaires et les communautés dans la définition d'une offre éducative, d'une adaptation de l'école aux réalités locales ? Comment optimiser l'investissement scolaire ?*
- *Dans un contexte où l'effort des instances internationales se concentre sur le développement de l'offre éducative, comment prendre en compte l'environnement économique, social, linguistique, spirituel et culturel de la population au niveau local (national, régional et communautaire) ?*
- *Quelles sont les traductions opérationnelles des politiques impulsées par les grandes initiatives internationales dans les pays en développement ? Quelles articulations entre ces dernières, principalement exprimées en termes quantitatifs, les politiques nationales et leur mise en place au niveau local ?*

### **Perceptions de l'Ecole par les communautés**

Les stratégies et les représentations locales de l'école sont mises de côté au profit de multiples initiatives, principalement focalisées sur le développement de l'offre éducative, tant de la part des bailleurs de fonds que des Etats du Sud.

---

<sup>1</sup> Rapport Mondial de Suivi sur l'EPT, UNESCO, 2010

Cependant, les besoins exprimés par les communautés locales varient avec les conditions économiques des familles, leurs spécificités culturelles et religieuses. Et ainsi, leur perception de l'école, exerce une réelle influence à la fois sur l'accès à l'école et sur la qualité des services éducatifs.

La prise en compte des spécificités culturelles et religieuses des familles nécessitent un réel effort d'adaptation. La distance culturelle de certaines populations avec l'institution scolaire dominante fait que cette dernière est parfois rejetée par certaines communautés, limitée à certains publics (dont sont exclues les couches les plus défavorisées, les populations marginalisées, les femmes...) ou délaissée au profit d'établissements privés ou alternatifs (écoles coraniques...).

Il a par ailleurs largement été observé que l'adhésion de la famille à la « culture scolaire » favorise la qualité des apprentissages des enfants. Sur le plan individuel, la réussite scolaire est fortement corrélée à l'origine socioculturelle, économique des familles, à leur niveau d'alphabétisation ou encore à leur lieu d'habitation. Sur le plan collectif, la participation des familles au bon fonctionnement de l'école (associations de parents d'élèves, comités de gestion...) participe aussi à la qualité des systèmes.

- *A quelles conditions, les pays concernés pourraient-ils inscrire leur politique sectorielle dans la logique des grandes initiatives internationales en faveur de l'EPT tout en prenant pleinement en compte l'expression des aspirations des populations locales ? Les priorités éducatives au niveau international peuvent-elles rencontrer les priorités définies au niveau local (besoins économiques, attentes des familles, croyances) ?*

- *Quelles stratégies mettre en place pour améliorer et intensifier les relations entre les familles et l'institution scolaire ?*

- *Et en définitive, quelles politiques mettre en œuvre pour renforcer l'adaptation des systèmes aux particularités culturelles locales ?*

---